

dément remuée par les clubs. Devant ces *délégués* des vingt arrondissements, à qui personne n'avait confié de délégation, l'opinion purement patriotique, la véritable opinion parisienne qui se souciait surtout de combattre l'ennemi et non de ces luttes intestines, s'émut, et le gouverneur de Paris crut devoir répondre à l'affiche réclamant la Commune par une affiche officielle promettant implicitement la victoire et, dans tous les cas, l'héroïsme. C'est dans cette proclamation, désormais célèbre, que le général Trochu imprimant une phrase incroyable, contracta cet engagement solennel dont il fit bientôt un engagement révoquant, celui de ne jamais capituler. Ne nous appesantissons pas sur de telles promesses si mal tenues. L'honneur français, que nos ennemis ridiculisaient si volontiers, nous oblige à passer rapidement devant certains faits déplorable qui, à les examiner de près, font saigner le cœur.

Le général Trochu répondait ainsi :

AUX CITOYENS DE PARIS.

« Au moment où l'ennemi redouble ses efforts d'intimidation, on cherche à égarer les citoyens de Paris par la tromperie et la calomnie. On exploite contre la défense nos souffrances et nos sacrifices.

« Rien ne fera tomber les armes de nos mains. Courage, confiance, patriotisme.

« Le gouverneur de Paris ne capitulera pas.

Paris, le 6 janvier 1871.

« Le gouverneur de Paris,

« GÉNÉRAL TROCHU. »

La provocation du parti extrême n'eut d'ailleurs aucune influence sur le cours des événements et ne fut suivie d'aucune exécution. Les quelques signataires de cette pièce arrêtés à la suite de l'affichage, devaient être acquittés un mois plus tard par le conseil de guerre (1). Il n'y eut d'autre incident politique, durant les journées qui suivirent, que la démission de la commission administrative du vingtième arrondissement, nommée par M. Jules Ferry pour administrer cet arrondissement, privé de ses élus, MM. G. Flourens, Millière,

(1) Le 4^e conseil de guerre, présidé par M. Lespiau, colonel du 100^e de ligne, terminait le 24 février l'examen de l'affaire dite des *affiches rouges*. Dans son audience du 22 février, douze personnes comprises dans cette poursuite avaient déjà comparu et avaient été renvoyées de la prévention.

Neuf autres inculpés avaient reçu une citation à comparaître pour l'audience du 24. Quatre seulement répondirent à l'assignation. Ce sont : MM. Eugène-Romain Dupas, âgé de cinquante ans, docteur en médecine; Léo Melliet, âgé de vingt-six ans, étudiant en droit; Alphonse Humbert, âgé de vingt-six ans, journaliste, et Jean-Louis Pindy, âgé de trente ans, menuisier.

Le conseil a disjoint la cause à l'égard de M. Edme-Gustave Tridon, âgé de trente ans, avocat, à raison de sa qualité de député. Il a jugé par contumace les quatre autres préve-

Lefrançais et Ranvier, poursuivis au lendemain du 31 octobre, ce dernier, frappé de plus d'incapacité politique. Le 8 janvier, Delescluze, maire du dix-neuvième arrondissement, et ses adjoints, MM. Charles Quentin et Émile Oudet, adressaient aussi leur démission au gouvernement, qui l'acceptait, et nommait une commission administrative pour le dix-neuvième arrondissement comme pour le vingtième.

Voici en quels termes cette démission était adressée au ministre de l'intérieur :

Paris, le 6 janvier 1871.

« Citoyen ministre,

« La situation faite aux municipalités, et par la mairie centrale et par le gouvernement, ne nous permet plus de conserver les fonctions de maire et adjoints du dix-neuvième arrondissement. Nous venons vous déclarer que nous donnons notre démission.

« Votre attitude, citoyen ministre, à la réunion des maires, a triomphé de nos derniers scrupules.

« En voyant à quelle dépendance, vous, ministre de l'intérieur et vice-président du gouvernement, vous entendiez soumettre les maires et adjoints élus par le suffrage universel; en voyant aussi quelle responsabilité morale pouvait leur incomber s'ils consentaient plus longtemps à rester les instruments passifs d'une politique que nous croyons condamnée par l'intérêt de la France et de la République, nous ne pouvions hésiter.

« Veuillez nous accuser réception de la présente et donner au maire de Paris les instructions nécessaires pour notre remplacement.

« CH. DELESCLUZE, *maire*,
« CH. QUENTIN, *2^e adjoint*,
« E. OUDET, *3^e adjoint*. »

Ces symptômes courroucés, qui dénotaient une sourde et implacable colère, un mécontentement aigre, une violence décidée à la lutte ouverte, passaient d'ailleurs inaperçus, étouffés qu'ils étaient, pour ainsi dire, sous le bruit du bombardement. L'insouciance parisienne était toujours la même,

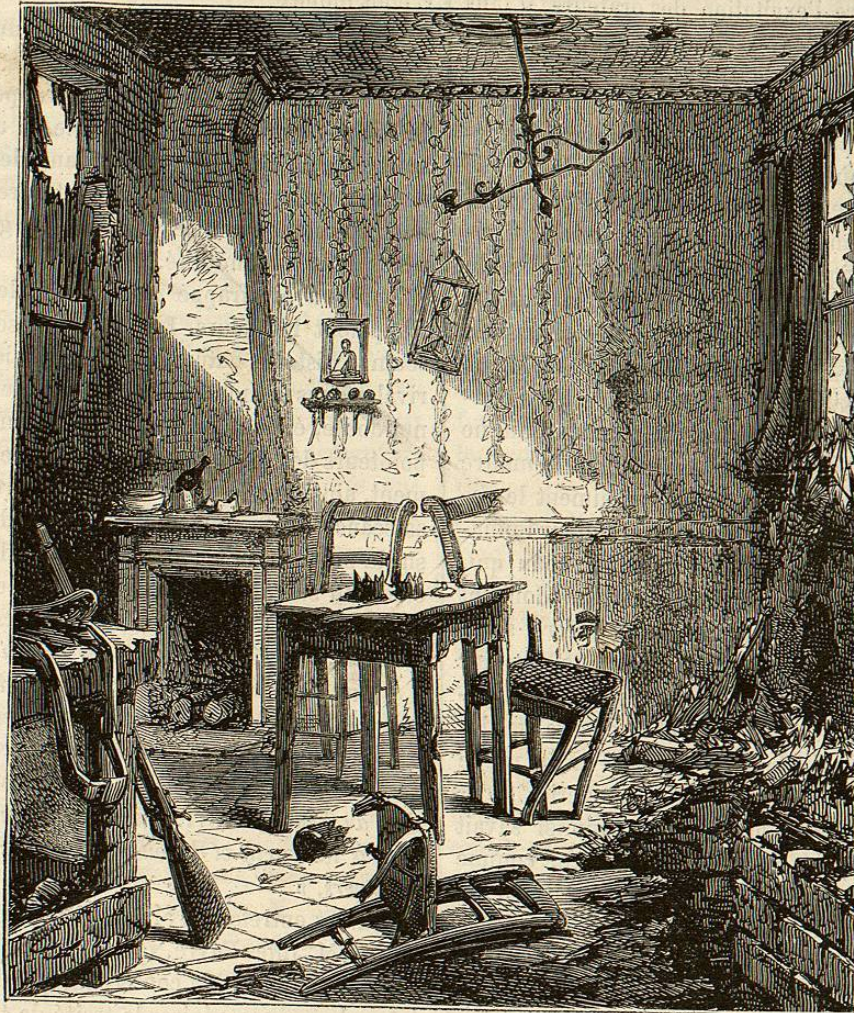
non comparants, dont les noms suivent : Eugène Chatelet, Théophile Régère-de-Montmore, Louis Vivier et Joseph-Émile Oudet.

Tous les prévenus étaient inculpés d'excitation à la guerre civile en publiant ou faisant afficher un document politique, et de contravention à l'arrêté du 20 novembre 1870 relatif à l'affichage des écrits politiques.

La prévention a été soutenue par M. Happich, capitaine de gendarmerie.

M^{es} Mayonnade et Lavolette ont plaidé pour les inculpés.

Le conseil, après une courte délibération, a acquitté MM. Dupas, Melliet et Pindy à l'unanimité; M. Humbert, à la majorité de six voix contre une, et les quatre contumaces, à la minorité de faveur.



LE BOMBARDEMENT DE PARIS. — Une chambre à Vaugirard.

malgré le sang que les obus faisaient couler. On se précipitait sur les éclats d'obus à peine refroidis; on les vendait. Un commerce nouveau naissait de ce désastre. L'obus chaud se vendait 4 fr. 25, l'obus froid 3 fr. 50 (1). Le prix du débris de bombe variait entre 50 centimes et 2 francs. Il fallut, pour éviter les graves accidents amenés par cette recherche curieuse, que le *Journal officiel* publiât une note interdisant de ramasser les obus entiers.

Quel étrange tableau offrait alors ce Paris accablé par le vainqueur! Réduit aux dernières extrémités, mangeant ce pain rare, gluant et malsain qu'on rationnait, affaibli physiquement, malade et pauvre, avec les trottoirs de ses rues occupés par les marchands ou marchandes de sordides et fades légumes, condamné au froid, acculé à la misère suprême, il gardait encore sa bonne humeur et sa foi. On tuait les enfants, on tuait les vieillards, les

obus allemands tombaient sur les hôpitaux; la nuit, des brancardiers ramassaient des cadavres broyés au coin des rues; on entendait, dans le silence glacé de la nuit, retentir ces détonations grondantes, et chaque coup enfonçait une demeure, écrasait un être humain. Peu importait. Paris, encore une fois, demeurait inaccessible à la moindre crainte, et il n'avait pas besoin des dépêches enthousiastes et pleines d'illusions de Gambetta pour conserver intacte sa confiance.

Confiance souvent fantastique, avons-nous dit déjà. Certes, et les clubs alors redoublaient de crédulité. Les bruits de trahison affolaient déjà, faisaient bondir d'indignation les réunions populaires en proie à des orateurs exaltés. Gambetta lui-même était alors soupçonné de tiédeur ou plutôt de complicité avec les « traîtres. » Trochu était accusé de faire tourner contre Paris le canon des forts « afin de laisser croire que les Prussiens nous bombardaient. » Le livre de M. de Molinari sur les

(1) *Journal du siège*, par un *Bourgeois de Paris*.

Clubs pendant le siège a conservé quelques-unes des improvisations fiévreuses de ces terribles soirées. Pour comprendre l'exaltation des orateurs, il faut se reporter à ces heures chargées d'orage où le bruit sourd du canon, de l'obus qui éclate, ponctuait la phrase des discoureurs. Toute cette furie s'explique alors par l'état singulier de malaise physique et moral où se trouvaient les assiégés.

Le patriotisme exacerbé se donnait aussi carrière, mais beaucoup moins bruyamment, dans la caricature. Les boutiques de libraires, les kiosques du boulevard étaient couverts d'images, la plupart sans talent ni style, représentant des Prussiens grotesques, le roi Guillaume, Napoléon ou M. de Bismarck sur l'échafaud. Cet étalage de têtes coupées était répulsif et sinistre. Et pourtant nul ne songeait à s'en irriter. L'impossible était le maître de cette situation tendue. Ceux qui aiment le patriotisme dans sa pureté, dans sa grandeur immaculée et dans son héroïsme superbe, ceux qui, ayant combattu la tyrannie debout, ne donnent point le coup de talon à la tyrannie à terre, souffraient cependant, au fond de leur âme, de voir s'étaler ces fanfaronnades grossières ou ces impuretés scandaleuses. La haine doit encore garder une certaine fierté. Juvénal frappe d'un fer rouge et non d'un pinceau boueux. Ces imageries n'ont inspiré ni une âpre colère, comme Daumier savait la faire naître, ni un ironique sourire, comme Grandville en amenait un aux lèvres; elles n'ont inspiré que du dégoût. L'art fut d'ailleurs petit, mesquin durant cette guerre. On eût dit que la nation était décidément épuisée. Quoi! pas un chant n'est sorti des entrailles de la patrie! Pas un cri, pas un de ces accents qui marquent une date, traversent les âges! Nous n'avons pas même eu la *Marseillaise* de notre douleur.

Le moment devait cependant inspirer les âmes. La mort, l'horreur, le deuil étaient partout. L'hôpital de la Pitié était criblé de bombes dans la nuit du 8 au 9 janvier. Les Prussiens prenaient pour point de mire l'asile de nos malades, ou les usines où étaient établis les moulins à blé. L'institution de Sainte-Périne, à Auteuil, était frappée de projectiles. Des hauteurs de Châtillon et de Meudon, les Prussiens frappaient ce qu'il y avait, dans Paris, de monuments ouverts aux malades ou consacrés à la science. Tandis qu'on mettait en sûreté les prisonniers allemands dans des abris casematés, leurs artilleurs canonnaient la ville. C'était la nuit surtout qu'ils faisaient feu. Dans cette nuit du 8 au 9 janvier, où la Pitié était atteinte, la partie de la ville, située entre Saint-Sulpice et l'Odéon, recevait un obus par chaque intervalle de deux minutes. L'église de Saint-Sulpice, la Sorbonne, le Val-de-Grâce étaient frappés. Une école de la rue de Vaugirard avait quatre enfants tués

et cinq blessés par un seul projectile. La cervelle de ces petits êtres rejaillissait contre la muraille. C'était hideux.

On évacuait le musée du Luxembourg. Les médecins de l'hôpital des Enfants-Malades protestaient contre cette artillerie qui venait frapper des innocents dans leurs lits. L'Académie en avait appelé au monde civilisé; les représentants des puissances neutres, présents à Paris, allaient adresser bientôt une protestation contre ces faits de guerre, horribles dans leur inutilité.

Après avoir frappé les enfants, les Prussiens frappaient les fleurs. Les fameuses serres du Muséum d'histoire naturelle, qui n'avaient point de rivales dans le monde, et dont les Allemands, sans nul doute, étaient jaloux, furent anéanties (1). Les pointeurs des canons Krupp les visèrent certainement, ainsi que le prouve M. de Quatrefages. Dans sa séance du 9 janvier, l'Académie des sciences, sur la proposition de M. Chevreul, adoptait la déclaration suivante qui doit être gravée sur un des bâtiments du Muséum : « *Le Jardin des Plantes médicales, fondé à Paris par édit du roi Louis XIII, à la date du 3 janvier 1636, devenu le Muséum d'histoire naturelle le 23 mai 1794, fut bombardé sous le règne de Guillaume I^{er}, roi de Prusse, comte de Bismarck chancelier, par l'armée prussienne, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1871. Jusque-là il avait été respecté de tous les partis et de tous les pouvoirs nationaux et étrangers.* »

Sur ces entrefaites, arrivait à Paris la convocation de M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères de France, à la conférence qui allait s'ouvrir, à Londres, pour réviser le traité de 1856 et régler les affaires d'Orient. Paris s'étonna que l'Europe pût s'occuper de Constantinople et de la mer Noire alors que la question d'Occident, la lutte de la race latine contre la race germanique, intéressait bien autrement le monde tout entier. Il en est des peuples malheureux comme des malades, qui croient naïvement que l'inflexible nature prendra le deuil s'ils succombent. Tandis que la France périssait ou semblait périr, l'Europe continuait de vivre. L'invitation de lord Granville faite au ministre des affaires étrangères à Paris de se rendre parmi les plénipotentiaires équivalait à une reconnaissance de la République française. M. Gambetta le comprenait bien ainsi, et il adjurait M. Jules Favre, qui hésitait, de se rendre à Londres. « L'Europe vous veut, l'Europe vous réclame! » lui écrivait-il. Jules Favre, en présence du bombardement de Paris, refusa de quitter la ville et de se séparer de ses collègues. Il n'usa point du laissez-passer que

(1) M. de Quatrefages a raconté le dévouement du personnel du Muséum qui sauva, sous les obus, tous les bocaux pleins d'alcool et si facilement inflammables des galeries d'histoire naturelle. (Voy. son livre : *la Race prussienne.*)

lui adressait M. de Bismarck. C'était une faute politique. Et pourtant, je le répète, M. Gambetta était pressant. « Lord Granville, disait-il dans une dépêche à Jules Favre, vient d'écrire à Versailles et de se plaindre de l'inqualifiable refus de la Prusse. Je sais que telles sont également les intentions de la Russie, les autres commencent à sentir l'arrogance menaçante pour eux du nouvel empire germanique. L'opinion anglaise est complètement modifiée à cet égard, les classes aisées de l'Angleterre attaquent vivement la politique de M. Gladstone. Lord John Russell a pris en main la direction de ce mouvement, et tout indique que si vous pouviez arriver à Londres avant l'ouverture du Parlement, le cabinet actuel aurait vécu. J'insiste donc de nouveau pour que vous sortiez de Paris, même par un moyen irrégulier, convaincu qu'outre les immenses services que vous rendriez au pays, votre sortie amortirait moralement l'énorme effet de la chute de Paris. »

« La présence d'un plénipotentiaire français au sein de la conférence serait la preuve que tel est le vœu de toutes les puissances, et vous devez savoir que la démocratie anglaise, la grande population ouvrière de Londres, n'attend que votre présence pour manifester hautement ses sympathies pour notre cause. Ce mouvement est extraordinaire, il frappe vivement la diplomatie européenne. J'ai reçu de divers côtés l'invitation de ne pas le laisser tomber, car il peut, à un moment donné, produire des effets décisifs. M. de Chaudordy et mes collègues de la délégation pensent même que je ferai bien d'aller passer quelques jours à Londres pour y étudier les événements, dans l'intérêt de notre pays. Je résiste à aller prendre une place qui vous revient de droit et que vous occuperez avec l'autorité morale qui vous est acquise; mais j'ai tenu à vous faire part de ces desirs exprimés en Angleterre même, pour bien vous montrer le prix que l'on attache à voir enfin la République française reconnue, et en quelque sorte consacrée par les acclamations d'un peuple tout entier. Au milieu des difficultés qui vont se presser devant nous, il me paraît illusoire de songer à un pareil voyage que je n'ai pas renoncé à vous voir entreprendre. »

Cette dépêche de M. Gambetta ne décida point M. Jules Favre à quitter Paris. — Le bombardement qui, disait-il, le retenait à Paris, continuait; les forts n'étaient plus tenables; les casemates, au rapport d'un témoin, étaient devenues des excavations boueuses; les bombes brisaient palanques et portes, broyaient la pierre. Pendant le jour, on blindait les murs, on faisait les tranchées; la nuit, on rétablissait les ouvrages tant bien que mal. L'artillerie de marine se montra au-dessus de tout éloge pendant ces terribles vingt-cinq jours de

bombardement. Elle ne cessa point d'envoyer des bordées formidables. Les marins, tirant à découvert, au fort d'Issy, sous le feu plongeant de Meudon, de Clamart, de Châtillon, mettaient jusqu'à quinze pièces en batterie, tous s'attelant aux pièces, lâchant la bordée, puis remettant les canons à l'abri des parapets. A ce fort d'Issy, il y eut 119 hommes tués ou blessés par les obus, et plus de 400 malades de froid, de faim, de privation de sommeil. Les trois quarts moururent.

Ce bombardement continua, avec des redoublements de fureur et des accalmies sans cause, pendant les journées qui suivirent. De temps à autre les Prussiens essayaient de nous surprendre, comme ils le firent dans la nuit du 13 au 14 janvier, où ils furent repoussés devant la Suiferie et refoulés sur le Bourget (1). A la boucle de la Marne, devant Champigny, les tirailleurs ne cessaient d'inquiéter l'ennemi. Mais les combats les plus violents étaient ceux que livrait notre artillerie. Le bombardement imposait des sacrifices sanglants aux défenseurs des forts. Que de marins payèrent de leur vie leur résistance! Le fils de l'amiral Saisset fut frappé de mort. Chaque jour les Prussiens établissaient de nouvelles batteries. Leurs dépêches avouent que le feu de nos artilleurs leur coûtait un certain nombre de soldats et surtout d'officiers. Ce bombardement sinistre était combattu également par les municipalités, qui ouvraient des logis dans Paris aux habitants des arrondissements couverts d'obus. Les réfugiés accouraient dans les logements vides. D'autres, comme à Montrouge, se logeaient dans des caves humides. Une population hâte et effarée se blottissait dans les caveaux du Panthéon et couchait à côté des tombeaux. Le spectacle de cette foule entassée dans cette ombre funèbre avait quelque chose de fantastique. Les Prussiens bombardaient aussi le Panthéon. Ils criblaient justement, dans Paris, les quartiers de la science et de la pauvreté. Un étranger, un Anglais, le noble Richard Wallace, fils adoptif de lord Hertford, touché de tant de maux, provoquait une souscription patriotique en faveur de tant de victimes et donnait généreusement cent mille francs qu'il versait aussitôt dans le Trésor public. Que ce nom de Richard Wallace soit salué à jamais par les pauvres et les souffrants!

Cependant le moment approchait où Paris allait tenter ce dernier effort, cette décisive opération qui devait, croyait-il, lui livrer la route de Versailles. Depuis les conseils de guerre tenus le 30 décembre et le 1^{er} janvier, et auxquels avaient assisté les généraux Vinoy, de Bellemare, Tripier (du génie), Guiod (artillerie), Clément Thomas (garde

(1) C'est ce que le rapport prussien appelle une *violente sortie* de Paris contre la position de la garde à Drancy et au Bourget. Ce rapport (n° 156) est faux.